

SOLIDARITÉ



Vol. 11 n° 2

Mai 1989

BRÉSIL



**Inflation et
dette extérieure :
une situation explosive**

Cinquième pays du monde par la superficie, le Brésil compte une population de 142 millions d'habitants à 72 % urbaine.

Grâce à ses immenses ressources naturelles, il figure parmi les cinq premiers producteurs mondiaux de minerai de fer, de bauxite, de manganèse, d'étain et d'aluminium.

Fabricant de voitures et constructeur d'avions et d'hélicoptères, le Brésil est aussi un grand exportateur d'armes.

Une économie orientée vers l'exportation

Il alimente le marché des pays voisins en biens de consommation courante. Premier producteur de café et de sucre brut et deuxième de soja et de cacao, le Brésil a développé une industrie agro-alimentaire orientée vers les cultures d'exportation (soja, café, cacao) et la substitution des importations pétrolières (carburant fabriqué à partir de la canne à sucre).

Les cultures d'exportation ont, entre 1967 et 1979, augmenté à un rythme annuel de 8,1 %, tandis que la production des denrées destinées à la consommation interne (haricots, manioc, riz) n'a augmenté que de 0,9 %, et que le taux annuel de croissance de la population a été de 2,4 %. De vastes entreprises assurent l'essentiel de la production agricole, industrielle et minière. Ces entreprises emploient une main-d'œuvre sous-payée. Les millions de chômeurs exercent une pression à la baisse sur les salaires. L'économie informelle fournit à un grand nombre de travailleurs un moyen de survivre.

Des inégalités sociales marquées

Le revenu moyen par habitant s'élève à 2031 dollars par année (1987), mais la distribution des revenus entre les diverses couches de la population révèle de profondes inégalités sociales : 10 % des citoyens les plus riches accaparent 47 % du revenu national, tandis que les 60 % les plus pauvres doivent se contenter de 18 % du revenu. Dans la tranche des plus pauvres, la moitié gagnent moins de 120 \$ (le salaire minimum mensuel de référence est d'environ 40 \$ ÉU).



Selon le Département intersyndical de statistiques, il faut toucher six fois le salaire minimum pour couvrir les dépenses d'une famille de deux adultes et de deux enfants. 70 % de la population brésilienne vit dans des conditions déplorables et 50 % dans la pauvreté absolue.

Les divers indicateurs socio-économiques ne rendent pas compte des conditions de vie existant dans les zones rurales et les bidonvilles, et dans le Nord-est, région la plus pauvre du Brésil. Dans les centres urbains, des millions d'enfants abandonnés vivent par eux mêmes dans les rues, sans aucune scolarisation, et sont initiés très tôt à la délinquance et à la prostitution.

La violence du conflit de la terre

La concentration par les grands propriétaires terriens d'une grande partie des terres arables est une source permanente de conflit au Brésil, où dix millions de paysans sans terre ne peuvent subvenir aux besoins de leurs familles. Les grands propriétaires cherchent à accaparer toujours davantage de terre et ils engagent des hommes de main pour chasser les petits paysans qui ne détiennent pas de titre officiel de propriété. Les paysans résistent souvent à l'éviction au prix de leur vie. Selon le Mouvement des paysans sans terre, **1123 personnes ont été assassinées entre 1964 et 1985 dans des conflits de la terre.** La liste des assassinats s'allonge à un rythme effarant depuis 1985.

La réforme agraire : promesses non tenues

Le président José Sarney avait pourtant promis, dès octobre 1985, de distribuer les terres non cultivées, mais les grands propriétaires terriens ont annoncé qu'ils résisteraient par les armes à la réforme agraire et le gouvernement en a constamment différé l'application.

La nouvelle Constitution, adoptée en novembre 1988, marque la victoire des grands propriétaires terriens en stipulant que seules sont expropriables les exploitations non productives. Il devient pratiquement impossible de déloger les grands propriétaires. Les paysans réclament justice et poursuivent la lutte.

• Accélération de la déforestation •

Au nom d'une industrialisation rapide et d'une agriculture d'exportation fondée sur les grandes exploitations, la forêt de l'Amazonie est en proie à une destruction accélérée et irréversible. La surface déboisée au cours des dernières années est de 350 000 kilomètres carrés, soit 10 % de la superficie d'origine de la forêt amazonienne, et plus de 200 000 km carrés de forêt ont été brûlés. Le pillage est pratiqué par des spéculateurs, mais surtout par des firmes brésiliennes et transnationales qui mettent sur pied des fermes d'élevage, des usines de papier, des plantations de riz ou de canne à sucre et des mines à ciel ouvert, mais aussi par des spéculateurs. Les projets, souvent financés à partir de subsides gouvernementaux, impliquent l'appropriation des terres des Indiens «seringueiros» (qui extraient le latex de l'hévéa, l'arbre à caoutchouc). L'assassinat, en décembre dernier, de Francisco Mendes, écologiste et syndicaliste, a eu des répercussions considérables.

L'Amazonie est aussi un régulateur du climat terrestre. Des climatologues attribuent à la civilisation industrielle la responsabilité des irrégularités climatiques dont souffre la terre depuis dix ans, et considèrent que le dioxyde de carbone dégagé par la destruction de la forêt aggrave la situation.

Insertion de l'économie brésilienne dans le capitalisme mondial*

L'intégration de l'économie brésilienne dans l'économie capitaliste mondiale s'est effectuée en fonction de trois phases.

• De la colonisation (XVI^e siècle) à 1930

Comme les autres pays latino-américains, le Brésil a joué à cette période le rôle d'économie exportatrice de matières premières et servi de débouché pour les produits manufacturés par les métropoles. Les relations d'échange étaient favorables aux économies industrialisées.

• De 1930 à la 2^e Guerre mondiale

Lors de la dépression des années 30, la capacité des pays producteurs de matières premières d'importer des produits industrialisés a été temporairement réduite en raison de leur difficulté à vendre leurs produits. Cette situation a stimulé au Brésil le processus de substitution des importations, favorisant l'apparition d'industries de biens

*Tiré de M. Luiza Falcao Silva, Vania Lamonaco Bastos, *A Divida Externa brasileira : questao financeira ou politica ?*

de consommation auparavant importés et faisant appel à des capitaux extérieurs pour créer l'infrastructure nécessaire et installer des entreprises étrangères.

• Après la 2^e Guerre mondiale

L'industrialisation a pris de l'expansion, dominée par les biens de consommation durables et a impliqué, à partir de 1955, l'implantation de firmes transnationales, associées ou non à des entreprises nationales. Divers changements en ont découlé, notamment des technologies plus modernes, de nouveaux modèles de consommation et un nouveau mode d'insertion dans l'économie mondiale, qui se sont traduits par des transferts de profits à l'extérieur et de paiements pour l'utilisation de technologies.

Le mouvement d'industrialisation a commencé à s'épuiser au début des années 60.

Avec le coup d'état militaire de 1964, des changements favorables au capital financier ont été mis en application, notamment en ce qui a trait au transfert des profits et à l'adoption de mesures d'incitation à l'investissement étranger.

Les facteurs de l'endettement du Brésil

L'endettement extérieur a été utilisé par le régime militaire pendant 21 ans pour faire du Brésil une puissance de premier plan intégrée au système capitaliste et participant à la division internationale du travail.

La disponibilité de ressources financières à faible coût sur le marché international a facilité l'emprunt par le régime militaire de sommes considérables à des institutions bancaires afin de stimuler son programme de croissance économique.

Le pseudo «miracle économique brésilien» a ainsi pris forme de 1968 à 1973, caractérisé par des taux annuels de croissance du PIB très élevés, mais accompagnés, à partir de 1969, d'une augmentation significative de l'endettement. De 3,8 milliards de dollars en 1968, la dette passe à 12,6 milliards de dollars en 1973.

Évolution de la dette extérieure de 1971 à 1989

(en milliards de dollars des ÉU)

1971	6,62
1973	12,57
1977	32,04
1979	49,90
1981	61,41
1983	81,32
1985	95,86
1987	121,17
1989	111,92

Source : Banque centrale du Brésil

En 1973-1974, la hausse des prix du pétrole compromet la balance commerciale du Brésil, et la récession et les mesures protectionnistes des pays industrialisés réduisent la demande pour les exportations brésiliennes. Or, en pleine récession, le Brésil se lance dans un ambitieux programme de substitution des importations appuyé par des projets à long terme exigeant des emprunts extérieurs massifs. Les déficits encourus sont aussitôt comblés par de nouveaux emprunts.

Vers 1976, les emprunts deviennent de plus en plus difficiles et les conditions de crédit

désavantageuses. En 1977, le paiement du service de la dette absorbe plus de 50 % des recettes d'exportation.

En 1979, la hausse du prix du pétrole et celle des taux d'intérêt plongent l'économie brésilienne dans de nouveaux déficits de la balance des paiements. Dans les années 80, la situation s'aggrave avec la chute des prix des produits d'exportation et l'arrêt des prêts internationaux. Le Brésil, qui avait contracté des dettes à des taux d'intérêt variables, est particulièrement affecté par les hausses de taux d'intérêt.



Les remboursements pour le service de la dette entraînent des transferts nets de ressources vers l'extérieur, estimés à 5 % du PIB, car le pays ne parvient plus à obtenir de nouvelles entrées de fonds sous forme de prêts.

A partir de 1983, le gouvernement adopte un programme d'austérité supervisé par le FMI, comportant les mesures suivantes : dévalorisation de la monnaie de 30 %, coupure des dépenses publiques, hausses des impôts et des tarifs des services publics et réduction des salaires réels. La réduction de la demande intérieure provoque une forte récession. Le chômage s'accroît et l'inflation, qui se situait autour de 100 % par année depuis 1980, atteint 210 % par an en 1983-1984. Pour la combattre, on réduit les salaires réels, mesure lourde de conséquences pour les travailleurs.

En ce qui concerne les facteurs de l'endettement du Brésil, un autre important facteur est celui du détournement des ressources, qui peut prendre diverses formes. Certaines sommes empruntées à l'extérieur ne sont jamais entrées au pays. Une autre forme consiste dans la sur-facturation d'opérations d'importation, en particulier entre sièges sociaux et filiales de transnationales, et la sous-facturation d'opérations d'exportation, qui rendraient compte d'une fuite de capitaux estimée pour 1988 à 6 milliards de dollars (ÉU).

Les transferts de profits des banques étrangères vers l'extérieur ont également contribué à l'endettement du Brésil, comme en témoigne le tableau suivant :

Profits des grandes banques pour le dernier trimestre de 1988

Banque	Profits	Part provenant du Brésil
Citibank	747 millions de \$	436 millions de \$
Morgan Trust	258 millions de \$	233 millions de \$
Chase	1 milliard de \$	217 millions de \$

Source : Bilan des banques respectives
Cité par Informativo da Dívida Externa, mars-avril 1989

La lutte contre l'inflation

Lorsque le président José Sarney prend la relève des militaires, en mars 1985, il décide de s'attaquer en priorité à la lutte contre l'inflation, et s'engage à sortir le pays de la tutelle du FMI. En trois ans, de 1986 à 1989, trois programmes de contrôle de l'inflation seront mis en application sans pour autant parvenir au résultat recherché.

• Le plan Cruzado

En février 1986, le président Sarney lance le plan Cruzado, qui comporte la substitution du cruzeiro par le cruzado*, le gel des prix et la revalorisation des salaires par rapport à leur valeur moyenne réelle du semestre antérieur et leur ajustement automatique lorsque l'inflation dépasse 20 % par mois.

* Unités de monnaie du Brésil.

Au début, le plan gagne l'adhésion de la population, qui participe au contrôle des prix. Mais l'inefficacité du gouvernement face à la multiplication des violations, la disparition de produits du marché et les tentatives d'accaparement de produits détruit la confiance populaire, qui voit son pouvoir d'achat diminuer. Le mouvement syndical s'élève contre les pertes de salaires réels occasionnées par le plan Cruzado.

Après les élections du 15 novembre 1986, une série d'augmentations de taxes et de tarifs des services publics provoque une remontée de l'inflation et le plan est abandonné.

Incapable de rencontrer ses engagements extérieurs, le pays décrète, en février 1987, un moratoire partiel sur les intérêts dus aux banques privées. Son action limitée ne permet pas une reconstitution des réserves de devises.

• Le plan Bresser

A partir du 2^e semestre de 1987, un nouveau plan de stabilisation est mis en vigueur par le nouveau ministre des Finances, Luis Carlos Bresser, qui vise à contenir l'inflation par la réduction de la consommation des travailleurs et l'accroissement des exportations. En septembre, le pays obtient un solde de la balance commerciale élevé, au prix de sacrifices énormes de la part des travailleurs. En effet, les ajustements de salaires ne permettent jamais de récupérer les pertes de pouvoir d'achat encourues par les travailleurs.

Les pressions des banquiers internationaux obligent le Brésil à retourner à la tutelle du FMI et à recommencer à payer les intérêts en souffrance afin d'obtenir de nouveaux emprunts. En décembre 1987, le taux d'inflation accumulé pour l'année est de 366 %.



• Le plan d'été

Le président José Sarney a présenté le 15 janvier de cette année un programme de lutte contre une inflation devenue galopante puisqu'elle atteint présentement un taux annuel voisin de 1000 % qui menace d'hyperinflation l'économie brésilienne. Le «plan d'été» voudrait freiner totalement la croissance du déficit budgétaire en réduisant les dépenses de l'État et en limitant le transfert de devises fortes à l'étranger.

Il comprend notamment les mesures suivantes :

- gel des prix pour 45 jours (après l'annonce de la hausse de certains prix);
- gel des salaires des employés du secteur public, l'indexation des salaires étant remplacée par la libre négociation;
- restriction du crédit;
- suspension temporaire de la conversion de créances en investissements (source d'inflation);
- abolition de cinq ministères dont celui de la réforme agraire et de l'habitation, fermeture de 42 entreprises d'État et licenciement de 60 000 fonctionnaires;
- création d'une nouvelle monnaie, le nouveau cruzado, dévaluée de 18,32 % par rapport à l'ancienne;
- centralisation de toutes les opérations de change à la banque centrale.

Les deux principales confédérations de travailleurs, la Centrale unique des travailleurs (CUT) et la Confédération générale des travailleurs (CGT) ont déclenché une grève de deux jours les 14 et 15 mars derniers en vue d'obtenir des réajustements de salaires à la suite de la chute des revenus réels des salariés (estimée à environ 83 % depuis le plan Cruzado). La grève a été un succès : elle a été appuyée par environ 70 % de la population active, soit environ 35 millions de travailleurs.

Les travailleurs syndiqués du secteur public ont aussi manifesté dans les rues contre la proposition du gouvernement de licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires. Les grèves se multiplient dans les grandes villes, surtout dans les services publics.

* Selon la Banque centrale du Brésil, la dette était estimée à la fin de 1987 à 121 milliards de \$ et à 114,9 milliards de \$ à la fin de décembre 1988.

Fait incontestable : l'inflation a fortement érodé le pouvoir d'achat des travailleurs. Les divergences portent cependant sur l'ampleur des pertes salariales, donc sur le montant du réajustement à accorder aux salariés. Lors d'une réunion tenue à la fin mars entre des représentants patronaux, syndicaux et gouvernementaux, les ministres du secteur économique ont présenté une proposition prévoyant un réajustement de 13,5 %, tandis que les représentants patronaux s'en sont tenus à 7,1 % et ceux des travailleurs exigeaient au moins 40 %. Une telle disparité ne pouvait que conduire à une impasse qui satisfait le gouvernement, alors que l'inflation n'est pas stabilisée.

La dette : situation actuelle

Même si le Brésil a vécu plusieurs crises de l'endettement extérieur, la situation actuelle est d'une gravité sans précédent : la dette totale était estimée en 1987 par la Banque mondiale à 124 milliards de dollars EU *, ce qui représente 432 % des recettes d'exportation de biens et services et 39,4 % du PIB. Les paiements du service de la dette absorbent 26,7 % des recettes d'exportation du Brésil.

La dette du Brésil est due dans une proportion des 2/3 à des créanciers privés (institutions bancaires).



Le journal Folha de Sao Paulo calcule que le Brésil aura payé en intérêts, de 1971 à la fin de 1989, près de 123 milliards de dollars EU, soit plus que le total de sa dette extérieure, qu'il estime actuellement à 112 milliards de dollars.

Le coût financier de la dette est énorme. Selon un rapport cité par Alicia Giron (voir bibliographie), si le Brésil disposait de la somme qu'il a payée en 1985 pour le service de la dette, il pourrait financer la totalité de ses besoins en blé pendant neuf ans. Les ressources canalisées pour le paiement des intérêts seraient suffisantes pour couvrir les dépenses annuelles correspondant aux importations de pétrole. Pour chaque deux années d'intérêts, le Brésil pourrait construire une nouvelle centrale hydro électrique comme la Itaipu . Si on considère un salaire moyen de 250 \$ par mois, la moyenne des intérêts payés de 1982 à 1985 (10 milliards de dollars) correspond au salaire annuel de 3,3 millions de travailleurs.

En ce qui concerne son coût économique et social, il faut voir, par exemple, que pour obtenir les devises nécessaires au paiement des intérêts de la dette, il faut dégager un solde positif de la balance commerciale qui implique l'accroissement des exportations et la réduction des importations. Cela signifie une récession. La hausse du chômage, la diminution du niveau des salaires augmentent la tension sociale. La lutte contre l'inflation implique souvent la réduction du pouvoir d'achat.

La compression des dépenses gouvernementales pour le paiement de la dette a un effet dramatique dans des secteurs comme l'éducation et la culture, qui ont subi une baisse de 10 % en 1980 par rapport à 1970 et de 35 % en 1983 par rapport à 1982.

Comment sortir de l'impasse?

L'endettement a pris en Amérique latine des proportions astronomiques dans les années 80, mettant en péril le développement des pays en même temps que leur indépendance. En effet, l'obligation pour le pays endetté de se soumettre à la tutelle du FMI pour rééchelonner ses emprunts et son engagement à imposer un programme d'austérité constituent des atteintes à l'autonomie politique du pays.

Dans tous les pays endettés, les politiques d'austérité ont eu des effets néfastes pour la population. L'Amérique latine est l'une des plus touchées par l'aggravation des conditions de vie de ses populations, qui jettent chaque jour un nombre croissant de personnes dans la pauvreté absolue. Même les représentants des créanciers commencent à se rendre compte que ces conditions d'austérité imposées aux populations ont dépassé le niveau supportable et ils s'en inquiètent, craignant le pire. Les émeutes du Vénézuéla démontrent que tout est possible.

Le Brésil a continuellement transféré à l'extérieur d'importantes ressources financières pour payer la dette au prix de lourds sacrifices pour la population. Les masses populaires, qui n'avaient pas participé à la décision du gouvernement militaire de contracter des emprunts considérables pour réaliser des programmes de prestige sont maintenant conviées à payer la note et subissent les conséquences du manque de prévision, voire des détournements de fonds opérés par leurs gouvernements.

Les travailleurs sont soumis à des réductions de la consommation afin de dégager des excédents commerciaux susceptibles d'être exportés. Ils ont d'ailleurs toujours fait les frais des programmes de lutte contre l'inflation, car ce sont les salaires qui, en période d'austérité, sont dévalorisés. Les travailleurs perdent constamment leur pouvoir d'achat et doivent engager des luttes incessantes pour le récupérer.

Les organismes syndicaux et populaires se sont élevés contre l'obligation faite aux pays du tiers monde de rembourser la dette à tout prix. Ils ont souligné que la dette a déjà été remboursée, si on considère les sommes payées en intérêts. La hausse des taux d'intérêts et la chute des prix des matières premières ont entraîné des revenus supplémentaires pour les pays industrialisés et l'échange inégal continue de profiter à ces derniers. Enfin, le paiement de la dette s'effectue au prix de souffrances extrêmes qui font que la dette est moralement impayable. Ces organismes préconisent l'annulation de la dette des pays les plus pauvres et l'allègement de la dette des pays du tiers monde.

La dette extérieure est devenue un piège qui accroît la dépendance des pays latino-américains et éloigne les possibilités de sortir du sous-développement. Elle remet en question les modèles de développement fondés sur le recours à l'emprunt extérieur.

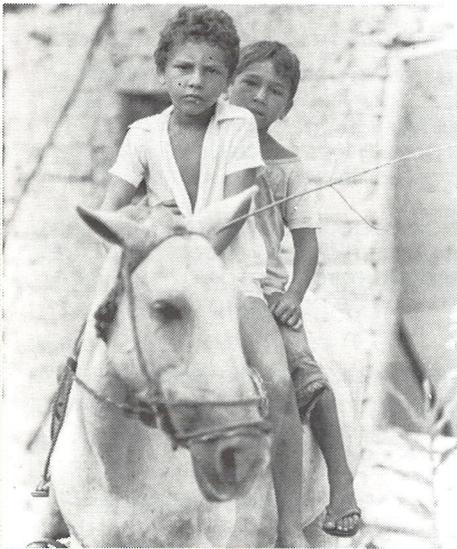
Face à la crise de l'endettement, les travailleuses et travailleurs québécois peuvent apporter leur contribution en faisant pression sur le gouvernement canadien afin qu'il adopte des mesures plus favorables aux populations du tiers monde et en manifestant leur solidarité à l'égard des peuples endettés.

• • • **Tournée au Québec** • • •

L'ENDETTEMENT EN AMÉRIQUE LATINE : LE CAS DU BRÉSIL

Dates : du **26 mai** au **10 juin 1989**
Invité : Monsieur **José Domingo Cardoso**

Secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, Monsieur Cardoso a été directeur du Centre d'action communautaire (CEDAC) à Rio de Janeiro, au Brésil. Il a participé au Colloque CISO de mai 1987.



BIBLIOGRAPHIE

- Yves Hardy, *Le Brésil des uns fait le malheur des autres*, Croissance des jeunes nations, juin 1987.
- Marie Hélène Paret, *L'Amazonie à l'encan*, Croissance des jeunes nations, avril 1989.
- André Corten, *L'inflation est devenue incontrôlable au Brésil*, Le Devoir, 18 janvier 1989.
- Patrick Postal, *La Constitution brésilienne à l'épreuve des crises*, Le Monde diplomatique, février 1989.
- M. Luiza Falcao Silva, Vania Lamonaco Bastos, *A Dívida Externa brasileira : questao financeira ou politica ?* Universidad de Brasilia et INESC (Instituto de estudos socio-economicos), Brésil, nov. de 1988.
- *informativo da Dívida Externa, 1988-1989*, Porto Alegre, Brésil. Veja, 22 de Março, 5 e 12 de Abril de 1989, Sao Paulo, Brésil.
- Latin American Regional Reports, *Brazil*, 9 February and 16 March 1989, England.
- Alicia Giron, *Brasil : Deuda externa y sus implicaciones*, Problemas del Desarrollo No 70, Julio-Septiembre 1987, Universidad Nacional Autonoma de Mexico
- Marcelo Solervicens, *La crise de la dette et du développement en Amérique latine*, Centre de documentation sur l'Amérique latine (CEDAL), Montréal, avril 1989.

• Dossier préparé par Marthe Therrien • Documentation : Développement et Paix et Centre de documentation sur l'Amérique latine (CEDAL) • Photos : Développement et Paix et CISO •

• Graphisme : Louise Gravel • Impression : Les Presses solidaires •

Une publication du



Centre international de solidarité ouvrière
1415, rue Jarry est, bureau 101
Montréal, Qué., H2E 1A7
Tél. : (514) 374-6660, poste 305

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Prix : 1,50 \$

8

Mai 1989

BRÉSIL